



EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Séance du mardi 1^{er} avril 2025

Nombre de membres en exercice :	27
Nombre de présents :	22
Nombre de votants :	27

Date de la convocation : 19 mars 2025

L'an deux mille vingt-cinq, le premier avril à quatorze heures trente, les membres de la Communauté de Communes du Bassin de Marennes se sont réunis en session ordinaire dans la salle de conférence de la Communauté de Communes du Bassin de Marennes, 24 rue Dubois-Meynardie à Marennes-Hiers-Brouage, sous la présidence de Monsieur Patrice BROUHARD.

Présents :

Mme Claude BALLOTEAU (Marennes-Hiers-Brouage), Mme Catherine BERGEON (Marennes-Hiers-Brouage), M. Alain BOMPARD (Marennes-Hiers-Brouage), M. Jean-Pierre FROC (Marennes-Hiers-Brouage), M. Richard GUÉRIT (Marennes-Hiers-Brouage), Mme Mariane LUQUÉ (Marennes-Hiers-Brouage), M. Philippe LUTZ (Marennes-Hiers-Brouage), M. Philippe MOINET (Marennes-Hiers-Brouage), M. Jean-Marie PETIT (Marennes-Hiers-Brouage), Mme Michelle PIVETEAU (Marennes-Hiers-Brouage), M. Jean-Marie BERBUDEAU (Bourcefranc-Le Chapus), M. Jean-Louis BERTHÉ (Bourcefranc-Le Chapus), M. Philippe BIARD (Bourcefranc-Le Chapus), Mme Patricia PARIS (Bourcefranc-Le Chapus), M. Guy PROTEAU (Bourcefranc-Le Chapus), M. Patrice BROUHARD (Le Gua), M. Jean-Lou CHEMIN (Saint-Just-Luzac), Mme Ghislaine LE ROCHELEUIL-BÉGU (Saint-Just-Luzac), M. Jean-Pierre MANCEAU (Saint-Just-Luzac), Mme Ingrid CHEVALIER (Nieulle-sur-Seudre), M. François SERVENT (Nieulle-sur-Seudre), M. Joël PAPINEAU (Saint-Sornin).

Absents excusés :

Mme Frédérique LIÈVRE (Marennes-Hiers-Brouage) : pouvoir à Mme Mariane LUQUÉ (Marennes-Hiers-Brouage), Mme Sabrina HUET (Bourcefranc-Le Chapus) : pouvoir à M. Philippe BIARD (Bourcefranc-Le Chapus), M. Joël CHAGNOLEAU (Le Gua) : pouvoir à Mme Ghislaine LE ROCHELEUIL-BÉGU (Saint-Just-Luzac), M. Stéphane DELAGE (Le Gua) : pouvoir à M. Jean-Lou CHEMIN (Saint-Just-Luzac), Mme Béatrice ORTEGA (Le Gua) : pouvoir à M. Philippe MOINET (Marennes-Hiers-Brouage).

Secrétaire de séance :

M. François SERVENT (Nieulle-sur-Seudre).

Fixation du coefficient multiplicateur de la taxe sur les surfaces commerciales (TASCOM) à compter du 1^{er} janvier 2026*Finances*

Monsieur le Président expose :

La taxe sur les surfaces commerciales (TASCOM) est due par tous les commerces exploitant une surface de vente au détail dépassant 400 m² de surface de vente et qui réalisent au moins 460 000 € de chiffre d'affaires annuel. Son montant varie en fonction du chiffre d'affaires.

La collectivité bénéficiaire peut moduler cette taxe par application d'un coefficient multiplicateur

(compris en 0,8% et 1,2%) au produit de TASCOM. Ce coefficient peut évoluer de 0,05 point chaque année. Ce coefficient pourrait être porté à 1,30 si la Communauté de Communes décidait de mettre en place une politique d'abattement en matière de taxe foncière sur les propriétés bâties pour les « petits commerces » en application de l'article 1388 quinquies C du Code Général des Impôts (CGI).

A ce jour, la Communauté de Communes du Bassin de Marennes applique un coefficient de 1,10% à la TASCOM. L'objectif, dans le cadre des réflexions financières et fiscales, est d'atteindre le maximum autorisé, c'est-à-dire 1,20%, graduellement sur plusieurs exercices.

	Evolution envisagée		
	2025	2026	2027
Coefficient multiplicateur appliqué	1,10	<u>1,15</u>	1,20

Conformément aux dispositions du Code Général des Impôts, le vote doit intervenir avant le 1^{er} octobre de l'année pour une application l'année suivante.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la loi n°2009-1673 du 30 décembre 2009, réaffectant la taxe sur les surfaces commerciales et permettant aux collectivités locales d'appliquer à son montant un coefficient multiplicateur compris entre 0,8 et 1,2 ;

Après avoir entendu l'exposé du Président,

DÉCIDE

- de fixer le coefficient multiplicateur applicable au produit de la taxe sur les surfaces commerciales à 1,15 à compter du 1^{er} janvier 2026 ;
- d'autoriser le Président à prendre toute mesure et signer tout document afférent à la mise en œuvre de la présente délibération.

ADOpte À LA MAJORITÉ

Pour : 26

Contre : 1
(M. Richard GUÉRIT)

Abstention : 0

Pour extrait conforme au registre des délibérations

Le Président
Patrice BROUHARD



Le Secrétaire de séance
François SERVENT



La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Poitiers dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission au contrôle de légalité.